

Lorsque nous voyons qu'au cours du premier trimestre de 1971, le taux d'inflation s'est élevé de 1.2 p. 100 et que le taux de chômage demeure dangereusement élevé en se situant un peu au-delà de 6 p. 100, la victoire a belle mine. Le fait qu'en 1971 le nombre des sans-emploi demeure considérable est un indice de la stagnation de notre économie. Le coût des programmes que le gouvernement veut lancer à tout prix afin de rafistoler tout notre système de sécurité sociale sans se préoccuper de ce que pensent les gens devra être pris en charge par beaucoup de ceux qui commencent à s'interroger sur les dépenses gouvernementales. En fait, je me demande qui aura assez de cran pour faire entendre sa voix et dire au gouvernement qu'il lui appartient de réduire ses dépenses et qu'il lui appartient aussi de réduire les impôts. Je me demande ce qui se passerait et jusqu'à quel point le pays approuverait une telle prise de position. Il semble qu'il faille s'attendre pour 1971 à un taux de chômage se situant autour de 6 p. 100—taux que notre parti considère comme inacceptable—ainsi qu'à un indice du coût de la vie qui atteindra les 4 p. 100 pour l'ensemble de l'année si les prix continuent à monter au rythme actuel.

• (4.50 p.m.)

Le nombre important de chômeurs enregistré d'une façon durable en 1970 et en 1971 a aussi un effet à long terme. Le fait que la main-d'œuvre croît extrêmement vite au Canada requiert la création d'un nombre très considérable d'emplois nouveaux, soit de 1,300,000 à 1,400,000 emplois d'ici à 1975 si l'on compte utiliser à plein le potentiel de l'économie canadienne. Pour que puissent être créés un tel nombre d'emplois, le taux d'expansion de notre économie devra dépasser 6 p. 100 par an. M. Havilland, économiste de premier plan au Conseil économique du Canada, que le ministre connaît, j'en suis certain, a déclaré qu'un taux d'expansion susceptible d'utiliser à plein le potentiel économique canadien, d'environ 5.25 p. 100 par an, est nécessaire à seule fin d'empêcher le chômage d'empirer. Depuis 1967, l'économie canadienne n'a jamais atteint son plein potentiel.

Ce que j'essaie de dire, c'est qu'il faut faire passer en priorité l'expansion économique afin d'assurer un niveau d'emploi plus élevé dans tout le pays. C'est seulement ainsi que nous pourrions assurer une assiette fiscale suffisante pour permettre au gouvernement de financer les programmes sociaux qu'il essaie de mettre en œuvre à l'heure actuelle. Nous avons présenté des suggestions à cet égard. Il faut relancer l'expansion. Nous avons parlé de la surtaxe de 3 p. 100 et de la taxe de vente de 11 p. 100 sur les matériaux de construction. Nous avons longuement discuté du Livre blanc sur la réforme fiscale. Nous constatons avec plaisir que par suite des efforts obstinés du chef de l'opposition (M. Stanfield), le ministre des Finances (M. Benson) est revenu maintenant sur bien des aspects de ce Livre blanc.

Nous attendons tous maintenant de savoir exactement à quoi pense le ministre. Nous ne pouvons pas continuer à approuver des programmes proposés par le ministre du Travail (M. Mackasey), le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Munro) et d'autres, et qui augmentent les impôts du Canadien moyen. Je crois savoir que le ministre des Finances demande une grosse part de ces impôts. Je ne sais pas combien nous pouvons nous permettre de dépenser, mais j'aimerais bien que ces ministres se consultent entre eux, de façon que nous

sachions ce dont ils ont besoin au total. Nous pourrions alors décider ce que la population canadienne peut supporter. Je pense aux impôts municipaux, à ceux de tous les paliers de gouvernement de toutes les provinces et à leurs répercussions. Je pense aussi aux impôts prélevés par le gros bonhomme qui cherche sans cesse à me faire les poches de ses mains avides. Il est temps que nous, hommes politiques, commençons à nous rendre compte de ce qui se passe.

Nous devons créer un climat de plein emploi, de l'ordre de celui que propose le Conseil économique. Qu'est-ce qu'en dit le premier ministre (M. Trudeau)? Je voudrais citer un article de Richard J. Needham, daté du 5 avril 1971 et intitulé «L'évangile selon Pierre».

Une voix: Allons donc!

M. Alexander: J'entends quelqu'un rire et je me demande bien de quoi il rit. J'espère qu'il va se lever tout à l'heure et faire lui-même un discours au lieu de rester assis à m'agacer. Je voudrais savoir ce que vous avez à dire, sachant que vous venez d'une région qui compte pas mal d'ouvriers, et je voudrais savoir si vous trouvez naturel que le chômage persiste...

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. Le député voudra bien s'adresser à la présidence.

M. Alexander: Pardon, monsieur l'Orateur, je me suis laissé emporter. Mais revenons à cet article intitulé «L'évangile selon Pierre» daté du 5 avril 1971. Voici ce que dit M. Needham:

... Pierre Trudeau a dit tout cela avec beaucoup de franchise à Niagara en fin de semaine dernière, alors qu'il s'adressait à un groupe d'hommes d'affaires; il les a avertis qu'ils devraient s'habituer à l'idée d'un chômage massif: «Si vous tenez à vivre dans une société hautement technologique, vous pourrez difficilement réaliser le plein emploi».

Et M. Needham ajoute ceci, que je signale à mon honorable ami par votre entremise:

A cet égard on pourrait riposter que le Japon et l'Allemagne de l'Ouest connaissent le plein emploi—le suremploi même—dans une société hautement technologique. Ces deux pays ont beaucoup plus d'emplois vacants qu'ils ne peuvent combler. On pourrait se demander en outre si le Canada est actuellement ou a des chances de devenir une société hautement technologique; ne sommes-nous pas encore dans une large mesure un fournisseur de matières premières et de produits semi-ouvrés? Mais passons. Ce que M. Trudeau dit c'est que nous devons accepter des taux élevés de chômage (un travailleur sur dix en ce moment) comme inévitables.

J'étais prêt à penser que le premier ministre essayait tout à fait sérieusement de dire quelque chose de profond. Permettez que je cite encore un passage de l'article. Il poursuit:

Enfin, nous devons noter que, selon le premier ministre, on ne devrait pas être forcé de travailler; on ne devrait le faire que lorsqu'on le veut bien. Il a convenu qu'Ottawa pourrait utiliser de jeunes Canadiens (au lieu d'Antillais) pour rentrer la moisson; ou pourrait les envoyer dans le nord de l'Ontario où l'on a besoin de travailleurs dans les mines—«Nous pouvons le faire si nous sommes disposés à renoncer à la société libre. Mais lorsqu'il y a société libre, il y a tendance à une augmentation du chômage».

Le message est clair. Là où l'on est libre de ne pas travailler, libre d'être entretenu sans travailler, on doit s'attendre à ce que le nombre de ceux qui veulent profiter de cette liberté augmente. Ils constitueront une nouvelle classe de désœuvrés